

« La plupart des personnes qui font appel à l'aide sociale n'y restent pas éternellement »

Interview de Carlo Caldarini



Qu'est-ce que votre expérience auprès des CPAS vous a appris sur la manière dont la précarité s'installe dans les vies ?

Mon expérience auprès des CPAS m'a appris une chose essentielle : la précarité est rarement un état fixe. Elle est avant tout un processus.

On parle souvent de « personnes pauvres » comme s'il s'agissait d'une catégorie stable de la population. Or, lorsqu'on observe de près la réalité des CPAS, on est souvent davantage frappé par l'importance des flux que par celle du stock. Derrière le nombre de personnes présentes à un moment donné se cachent en réalité de nombreux mouvements d'entrée, de sortie et parfois de retour dans les dispositifs sociaux. Cette dynamique est particulièrement marquée à Bruxelles, où les flux observés dans les CPAS sont renforcés par l'intensité des mouvements de population. Les entrées et sorties de l'aide sociale reflètent dès lors non seulement des trajectoires individuelles de précarisation ou de sortie de la précarité, mais aussi les importantes mobilités intercommunales, interrégionales et internationales qui caractérisent la capitale.

Cela nous invite à penser moins en termes de pauvreté qu'en termes de parcours de vie, ou de « trajectoires », pour reprendre le terme utilisé par les spécialistes. Car la précarité ne concerne pas seulement « les autres ». Nous pouvons tous connaître, au cours de notre existence, une perte d'emploi, un

problème de santé, une séparation, un accident de parcours ou une période d'incertitude. Certains parviennent à rebondir rapidement.

D'autres alternent des phases d'emploi, d'études, de chômage, de maladie, d'aide sociale ou d'activité précaire. D'autres encore voient les difficultés s'accumuler progressivement.

La question n'est donc pas seulement de savoir qui est pauvre aujourd'hui, mais aussi de comprendre comment se construisent, se transforment ou se fragilisent les trajectoires de vie.

Cette approche permet également de nuancer certaines représentations. En regardant la réalité à travers le prisme des parcours de vie, on constate que la plupart des personnes qui font appel à l'aide sociale n'y restent pas éternellement. Selon les données du SPP Intégration sociale, la durée médiane d'un parcours au CPAS n'est aujourd'hui que de 8 mois pour les personnes âgées de 35 à 64 ans. Pour les jeunes de moins de 25 ans, elle atteint toutefois 16 mois, soit deux fois plus. Ce n'est donc pas tant la persistance de l'aide sociale chez les adultes qui devrait nous interroger que les difficultés croissantes rencontrées par une partie de la jeunesse pour construire des conditions d'existence suffisamment stables.

Pourquoi certaines trajectoires basculent-elles dans la précarité alors que d'autres parviennent à rebondir ?

Ce que nous observons quotidiennement comme travailleurs sociaux, c'est que la précarité résulte rarement d'un seul événement. Elle naît plus souvent de l'enchaînement de plusieurs fragilisations : une séparation, la disparition d'un soutien familial, une faillite, une condamnation, la perte d'un droit social... Pris isolément, chacun de ces événements peut parfois être surmonté. Mais lorsqu'ils se combinent, ils réduisent progressivement les marges de manœuvre des personnes.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que ces difficultés ne s'additionnent pas simplement : elles se renforcent mutuellement. Une difficulté dans un domaine de la vie tend à produire des effets dans d'autres domaines. La perte d'un revenu peut fragiliser le logement ; les problèmes de logement peuvent affecter la santé ; une dégradation de la santé peut compliquer l'accès à l'emploi ; et ainsi de suite.

C'est pourquoi la pauvreté ne peut être comprise uniquement comme un manque d'argent. Elle doit être appréhendée comme un processus complexe de fragilisation, fait de ruptures, de rebonds, de retours en arrière et parfois d'enfermement durable. Plus qu'un état, elle est souvent une trajectoire.

Pourquoi est-ce une erreur de penser la pauvreté uniquement comme un manque d'argent ?

Parce que l'argent n'est souvent que la partie la plus visible du problème. Bien sûr, disposer de revenus insuffisants constitue une dimension essentielle de la pauvreté. Mais nous, travailleurs sociaux, observons quotidiennement que les difficultés rencontrées par les personnes dépassent largement la seule question financière.

Avec le temps, j'en suis même venu à penser que ce qui distingue le plus souvent les personnes durablement précarisées des autres, ce n'est pas seulement le niveau de leurs revenus, mais aussi la faiblesse des ressources relationnelles dont elles disposent. La pauvreté est très souvent une histoire de solitude, d'isolement et de manque de connexions sociales utiles.

Lorsqu'une personne traverse une période difficile, le soutien d'un proche, d'un voisin, d'un collègue, d'un membre de la famille ou d'un réseau associatif peut faire une différence considérable. À l'inverse, lorsque ces appuis font défaut, les difficultés ont davantage tendance à s'accumuler et à s'installer dans le temps.

C'est une des raisons pour lesquelles les aides financières, aussi nécessaires soient-elles, ne suffisent pas toujours à faire sortir quelqu'un de la précarité. De la même manière, l'accès à l'emploi ne résout pas automatiquement toutes les difficultés. Nous rencontrons régulièrement des personnes qui travaillent, ou qui ont retrouvé un revenu, mais qui continuent à souffrir de problèmes de santé, de difficultés familiales, de logements inadéquats, ou d'isolement le plus souvent.

Et je ne parle pas seulement de l'isolement au sens objectif du terme. Je me souviens notamment d'un homme qui me répétait : « *Je suis seul, je viens d'Afrique* ». Pourtant, il avait construit sa vie en Belgique. Mais les personnes sur lesquelles il pouvait compter autrefois étaient restées loin de lui. Ou encore : « *Je suis une femme seule* », alors même que le mari et les enfants sont présents.

Ce que ces phrases expriment, ce n'est pas l'absence totale de relations, mais l'absence de relations sur lesquelles il est réellement possible de s'appuyer. Elles disent le sentiment d'être seul face aux difficultés, seul face aux démarches administratives, seul face aux imprévus de la vie.

À bien des égards, la précarité est aussi cela : l'expérience de devoir affronter les problèmes sans disposer des ressources relationnelles, familiales ou institutionnelles qui permettent habituellement de les surmonter.

La lutte contre la pauvreté ne consiste donc pas seulement à redistribuer des revenus ; elle consiste aussi à recréer des liens, à renforcer les solidarités et à permettre aux personnes de retrouver des liens sociaux, professionnels et citoyens qui leur donnent davantage de prises sur leur propre vie.

Si la pauvreté ne résulte pas seulement des choix ou des difficultés individuelles, quels sont aujourd'hui les principaux facteurs qui contribuent à produire ou à aggraver la précarité ?

Bien sûr, chaque situation possède son histoire propre, ses choix, ses accidents de parcours et ses difficultés particulières. Mais lorsque les mêmes difficultés se répètent chez des milliers de personnes différentes, il devient évident que nous sommes face à des mécanismes qui dépassent largement les individus.

Il y a un aspect dont on parle rarement. Une partie de la précarité contemporaine ne résulte pas seulement de ce que les institutions font ; elle résulte aussi de ce qu'elles ne font plus, ou ne font plus suffisamment. Cela explique en partie le paradoxe apparent d'une précarité croissante dans un pays qui dispose

pourtant encore d'un des systèmes de protection sociale les plus développés au monde. Le problème n'est pas tant l'absence de protections que l'affaiblissement progressif de certains mécanismes qui permettaient autrefois d'amortir les difficultés de la vie.

Au fil du temps, certaines protections collectives se sont affaiblies ou sont devenues moins accessibles. Le logement abordable se raréfie, certains services publics se complexifient, l'accompagnement humain tend parfois à céder la place à des procédures standardisées, tandis que certaines formes d'emploi offrent moins de sécurité qu'auparavant. Dans ce contexte, les personnes les plus fragiles sont davantage exposées aux aléas ordinaires de l'existence.

C'est pourquoi il est important de rappeler que la pauvreté est aussi un phénomène systémique. Non pas pour nier les responsabilités individuelles, mais pour reconnaître qu'aucune trajectoire ne se construit dans le vide. Les parcours de vie dépendent aussi de l'environnement économique, social et institutionnel dans lequel ils se déploient.

Au fond, la question n'est pas seulement de savoir pourquoi certaines personnes deviennent pauvres. Elle est aussi de savoir pourquoi des difficultés ordinaires de la vie se transforment, pour certaines personnes et pas pour d'autres, en véritables trajectoires de précarisation.

Vous insistez sur le fait que la pauvreté est un phénomène systémique. Quand une personne perd un revenu, un logement ou un droit social, quels effets observez-vous sur son entourage ?

Nous savons qu'une difficulté sociale ne s'arrête jamais à la personne qui en fait directement l'expérience. Administrativement, les CPAS traitent des dossiers individuels. Mais dans la réalité, nous rencontrons des familles, des histoires collectives et des groupes d'appartenance.

Lorsqu'une personne perd un revenu, un logement ou un droit social, les conséquences dépassent presque toujours son seul cas personnel. Très souvent, ce sont d'abord les solidarités familiales qui sont mobilisées. Des parents aident leurs enfants adultes, des grands-parents soutiennent leurs petits-enfants, des frères et sœurs hébergent temporairement un proche ou l'aident à faire face à certaines dépenses.

Ces solidarités sont précieuses et permettent souvent d'éviter le pire. Mais elles ont aussi leurs limites. Lorsqu'elles sont

sollicitées de manière répétée ou durable, elles enferment les personnes dans des logiques de reproduction sociale, et elles peuvent à leur tour fragiliser ceux qui apportent leur aide.

C'est pourquoi j'ai parfois envie de dire que, d'une certaine manière, la pauvreté se partage davantage que la richesse.

Nous observons surtout des effets importants sur les enfants. Qu'il s'agisse des données de Statbel, d'Eurostat ou de nombreuses autres études, le constat est récurrent : la pauvreté tend fortement à se transmettre d'une génération à l'autre. En Belgique, les personnes qui vivaient à l'âge de 14 ans dans un ménage en mauvaise situation financière présentent aujourd'hui un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale de 45%. Pour celles qui ont grandi dans un ménage en bonne ou très bonne situation financière, ce risque n'est que de 9%.

Sans que personne ne le souhaite, la précarité vécue par les parents tend ainsi à produire des conséquences sur l'ensemble du cadre de vie familial. C'est probablement l'une des formes les plus préoccupantes du « ruissellement de la misère » : lorsqu'une difficulté vécue aujourd'hui continue à produire ses effets demain, à travers les trajectoires des enfants.

Ces chiffres ne signifient évidemment pas que le destin de nos enfants est écrit à l'avance. Mais ils montrent à quel point les conditions dans lesquelles on grandit continuent à peser lourdement sur les possibilités qui s'offriront à nous plus tard.

L'expression « ruissellement de la misère » me paraît donc particulièrement juste. Contrairement à une idée répandue, la pauvreté ne touche jamais uniquement les personnes directement concernées. Elle produit des effets qui se propagent autour d'elles, dans leur famille, leur entourage, leur quartier et parfois même sur plusieurs générations.

Les travailleurs sociaux savent depuis longtemps que l'autonomie personnelle n'existe qu'à travers les liens, les ressources et les protections sur lesquels chacun peut compter. Famille, amis, voisins, collègues, associations, services publics : ces soutiens constituent une partie essentielle de notre capacité à faire face aux aléas de la vie.

La pauvreté apparaît précisément lorsque ces supports se fragilisent ou disparaissent.

C'est sans doute la raison pour laquelle la pauvreté « ruisselle » si facilement. Parce qu'elle ne touche pas seulement les revenus. Elle atteint les liens, les solidarités et les protections qui permettent habituellement d'empêcher qu'une difficulté ne se transforme en véritable trajectoire de précarisation.



Et finalement : que nous apprend l'explosion du recours aux CPAS depuis 50 ans ? Les CPAS ont-ils échoué ?

Elle nous apprend d'abord qu'il faut être prudent avec les chiffres. Une partie de cette augmentation s'explique par des évolutions démographiques, par l'élargissement progressif de certains droits, par une meilleure connaissance des dispositifs ou encore par l'apparition de nouveaux publics. Mais ces éléments ne suffisent pas à expliquer l'ampleur du phénomène.

Lorsque les CPAS ont été créés en 1976, moins de 10 000 personnes bénéficiaient du minimex en Belgique. Aujourd'hui, plus de 200 000 personnes bénéficient du revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière équivalente. Et ce chiffre ne tient même pas compte du non-recours aux droits.

Certains pourraient voir dans cette évolution un échec des CPAS. Je pense au contraire qu'ils en sont davantage les révélateurs et les amortisseurs.

Le véritable paradoxe n'est pas que les CPAS aident aujourd'hui beaucoup plus de personnes qu'à leur création. Le véritable paradoxe est qu'une société beaucoup plus riche qu'en 1976 ait besoin de mobiliser son dernier filet de sécurité pour un nombre de personnes plus de vingt fois supérieur à celui de l'époque.

Cette évolution nous dit moins quelque chose sur les CPAS que sur notre société. Elle nous interroge sur l'état du marché du logement, sur les transformations du travail, sur les inégalités de santé, sur l'isolement social, mais aussi sur la capacité de nos mécanismes de protection collective à prévenir les trajectoires de précarisation.

Les CPAS interviennent généralement lorsque d'autres protections n'ont pas suffi. Dès lors, lorsque le recours à ce dernier filet augmente continuellement, c'est l'ensemble des protections situées en amont qui mérite d'être interrogé.

Au fond, la véritable question n'est peut-être pas de savoir pourquoi les CPAS accompagnent autant de personnes aujourd'hui. Elle est de comprendre pourquoi, dans une société globalement plus prospère qu'il y a cinquante ans, autant de personnes ont besoin de recourir à eux pour vivre dignement. 

Carlo Caldarini est socio-économiste et docteur en pédagogie, responsable d'études et de recherches au CPAS de Schaerbeek, chercheur associé à l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM). Ses domaines d'expertise sont les politiques sociales, l'insertion socioprofessionnelle, la libre circulation et la migration.